

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE
N°IC 2007/1475
CLB

Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'honneur,

- VU le Code de l'Environnement (Livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111-1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 12 juin 2006, établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 9 janvier 1995, modifié le 7 février 2007, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « E.A.R.L. DU SOLEIL LEVANT (M. Jean-François CARFANTAN) », autorisant l'exploitation en HENANSAL au lieu-dit « Soleil Levant » d'un élevage avicole de 116000 animaux équivalents (soit 81000 poules pondeuses œufs de consommation et 35000 poulettes) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 6 mars 1995, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « E.A.R.L. DU SOLEIL LEVANT » susvisée (reprise par « **S.C.E.A. DU LEVANT** » [M. Didier CARFANTAN]), relatif à l'exploitation en HENANSAL au lieu-dit « Soleil Levant (Bourg) » d'un élevage porcin de 402 animaux équivalents (soit 402 pl. engraissement) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2005, modifié ce jour, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « E.A.R.L. DE LA VILLE BELLANGER (CARFANTAN) », autorisant l'exploitation en HENANSAL au lieu-dit « La Ville Bellanger » d'un élevage avicole de 170000 animaux équivalents (soit 170000 poules pondeuses œufs de consommation) avec unité de fabrication d'engrais et de supports de cultures (rubrique 2170) ;

- VU la demande présentée le 22 juin 2007 par l'installation classée « **S.C.E.A du LEVANT (CARFANTAN)** », sise « La Ville Bellanger » en HENANSAL, en vue de l'exploitation en HENANSAL au lieu-dit « Mirette » (Sections ZM N° 4) d'un élevage avicole (*après reprise des ateliers avicole de 116000 animaux équivalents et porcin de 402 pl. animaux équivalents, autorisés au nom de « E.A.R.L. du SOLEIL LEVANT »*), et transfert partiel d'un cheptel (18400 animaux équivalents, provenant de « E.A.R.L. VILLE BELLANGER »), pour un cheptel global de 121824 animaux équivalents (*soit 121824 poules pondeuses*), avec mise à jour du plan d'épandage et contrat de reprise de fientes, et création d'une unité de fabrication d'engrais et de supports de cultures (rubrique 2170) ainsi que la reconstruction des bâtiments d'élevage.
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de HENANBIHEN (22 décembre 2007) - SAINT ALBAN (22 janvier 2008) - SAINT DENOUAL : (6 décembre 2007) – HENANSAL (3 décembre 2007) ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU la lettre du 22 mai 2008 de M. Didier CARFANTAN, gérant de l'élevage de « E.A.R.L. VILLE BELLANGER », autorisant le transfert partiel de son cheptel vers le site de « Mirette »,
- VU la lettre du 27 mai 2008 de M. Jean-François CARFANTAN, gérant de l'élevage de « E.A.R.L. DU SOLEIL LEVANT », relative au transfert de ses cheptels au profit de la S.C.E.A., ainsi qu'à son engagement de désaffecter et entretenir le site correspondant, sans activité d'élevage (*Il a indiqué également qu'il assurera la désaffectation des bâtiments du « Bourg » dès le transfert de cheptel et qu'au besoin il prendra à sa charge la remise en état du site*) ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 16 juin 2007 ;
- VU le courrier recommandé du 26 juin 2008 (*réceptionné le 28 juin 2008*) communiquant au pétitionnaire le rapport susvisé ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 11 juillet 2008 ;
- VU le courrier par fax (reçu le 8 septembre 2008) de M. Didier CARFANTAN, par lequel il confirme qu'il a reçu le projet d'arrêté relatif à la S.C.E.A. et qu'il n'émet aucune observation particulière ;
- CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotée » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT que les tiers concernés ont donné leur accord ;

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du FREMUR (hors bassin versant contentieux) ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de MATIGNON, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 60 ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produirait 48767 UN, gérées de la façon suivante : 47476 UN étant transférées et 1291 UN réparties sur 15,30 ha de terres en propre, soit une charge azotée de 84,3 UN/ha ;

CONSIDERANT le contrat de reprise du 29 mai 2007 avec « LE MEE S.A. » - effectif concerné : 118955 places poules pondeuses - tonnage concerné : 1190 T de Engrais ou amendement organiques ;

CONSIDERANT que le projet consiste, d'une part, à transformer l'azote des 35000 poulettes au sol et des 402 porcs charcutiers (provenant de « E.A.R.L. DU SOLEIL LEVANT ») en *azote poules pondeuses* en le rapatriant sur le site « Mirette » et, d'autre part, transférer 18400 poules pondeuses (provenant de « E.A.R.L. VILLE BELLANGER ») sur ce même site ;

CONSIDERANT que la restructuration est autorisée au titre du contrôle des Structures (C.D.O.A. du 21 Septembre 2004) ; suite à l'avis de la section « économie, structures et coopératives » du 23 janvier 2007, la D.D.A.F. a donné un avis favorable le 9 février 2007 au changement d'exploitant ;

CONSIDERANT que l'exploitation regroupée, avant prélèvement, se situe entre une et deux fois le seuil EDEI : le prélèvement sera donc de 10 %, soit 738 UN. Il reste donc 6640 UN rapatriables (correspondant en équivalent-azote au nombre final de 16559 poules transférées). Le projet aboutit à une augmentation de 6724 UN par rapport aux effectifs autorisée au nom de « E.A.R.L. DU SOLEIL LEVANT », ce qui est supérieur au potentiel rapatriable. Le cheptel après projet ne devra donc pas dépasser 121613 places poules pondeuses ; l'éleveur a été informé de cet avis au cours de l'instruction par l'inspecteur (28 mai 2008) et semble l'accepter ;

CONSIDERANT que la production d'azote a été calculée avec les anciennes références CORPEN volaille. Le nouveau calcul des données (*sur la base de 121613 poules pondeuses et des nouvelles références CORPEN*) fait apparaître que l'exploitation produira 48767 UN et 37335 UP205 ;

CONSIDERANT que les fientes sont traitées par pré-séchage dans le poulailler, puis subissent une maturation et un séchage dans l'unité de fabrication d'engrais existante dont la capacité de production sera de 3,40 tonnes/jour et la capacité de stockage reste inchangée ;

CONSIDERANT que l'élevage est conçu et exploité avec les meilleures techniques disponibles (MTD) ;

CONSIDERANT que, sur le site de « Mirette », les deux poulaillers existants vont être détruits pour faire place à deux bâtiments neufs qui auront une surface au sol de 1768 m² chacun ; l'atelier de conditionnement d'œufs va être agrandi à la place d'un hangar existant ; cette restructuration va globalement permettre d'augmenter la surface par poules et de répondre, ainsi, aux obligations fixées par la réglementation relative à la protection animale ;

CONSIDERANT que le procédé de fabrication est basé sur un préséchage par un acheminement de l'air chaud du poulailler par des gaines et dirigé sur les fientes. Celles-ci sont acheminées à l'aide d'un convoyeur vers le hangar de stockage (3 murs). existant où se fait la maturation ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

A. - Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « S.C.E.A du LEVANT (CARFANTAN) », (sise en HENANSAL au lieu dit « La Ville Bellanger ») à installer et exploiter au lieu-dit « Mirette » (sections ZL N° 4) en HENANSAL, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de 121613 animaux équivalents en présence simultanée, répartis comme suit : 121613 poules pondeuses (œufs de consommation) en cages et équipement de préséchage, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 48767 unités par an (réf. Corpen 2006).

B. - Il est également donné acte à l'éleveur de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter également, en annexe de l'élevage, à cette adresse, une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 3,40 tonnes par jour.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111-1°, et soumise à déclaration sous la rubrique 2170-2. de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du 7 février 2005 et l'arrêté préfectoral du 12 juin 2006 visés ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES BATIMENTS D'ELEVAGE (POULAILLERS ET ANNEXES).

L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application des dispositions du Code de l'Environnement susvisé ;

2.1. Aménagement et exploitation des bâtiments :

2.1.1. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.2. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.3. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.4. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.5. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses.

2.1.6. - Les plantations existantes seront maintenues et complétées par des feuillus de hautes tiges. Une haie de feuillus avec des essences basses tiges et hautes tiges sera plantée au pignon du hangar de fientes. *Les travaux prévus à l'article 2.1.6. seront réalisés dans un délai d'un an.*

2.1.7. - L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation du poulailler et annexes devront être au minimum d'Euroclasse feu de type C.

Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 300 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 3 mètres de large, au moins, utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 160 kilo-newtons.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET SUPPORTS DE CULTURES

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en œuvre d'un procédé de traitement par séchage et maturation des fientes et un stockage dans un hangar, l'ensemble situé en annexe de son installation.

3.1 - INSTALLATION.

3.1.1. - L'installation permettra de transformer les fientes issues de l'élevage en un engrais organique qui devra répondre à la norme NFU 42 001 .

3.1.2. - Les moyens mis en œuvre sont : gaines de séchage intégrées à l'élevage, hangar de maturation et de stockage.

3.1.3. - Pour la mise en œuvre du procédé de fabrication, l'exploitant disposera d'un hangar étanche suffisamment dimensionné et permettant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois. Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

3.1.4. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

3.1.5. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en œuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

3.1.6. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées .

3.1.7. - La durée d'entreposage sur le site des fientes sera inférieure à un an.

3.1.8. - La fabrique d'engrais et de supports de cultures devra être fonctionnelle dès la mise en place des animaux.

3.2. - EXPLOITATION - ENTRETIEN.

3.2.1. Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

3.2.2. Ventilation des locaux.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

3.2.3. *Contrôle et suivi de fabrication.*

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.2.3.1. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.2.3.2. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi de fabrication sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant :

- a) Les quantités de fientes traitées,
- b) Les anomalies de procédé relevées ainsi que les mesures palliatives mises en place.
- c) Les résultats d'analyses physico-chimiques réalisées.

3.2.3.3. Les documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.2.3.4. Toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

3.2.3.5. Pour les effluents qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

3.2.4 *Utilisation de l'engrais organique.*

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les engrais organiques doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants: Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH₄, P₂O₅, K₂O.

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant : E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, œufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-3.

3.3. GESTION DES FLUX - TRAÇABILITE.

Une convention est établie avec un prestataire de service, qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 21-70 pour 475 tonnes de d'engrais organique par an soit 47 476 unités d'azote.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- a) les dates de départs,
- b) les références de lot,
- c) la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- d) les quantités livrées en tonnes et/ou en m³,
- e) le nom du transporteur,
- f) les destinations (*nom du destinataire et lieu de destination*).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m³, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

ARTICLE 4 - RESORPTION

48214 unités d'azote doivent être comptabilisées au titre de la résorption prévue dans le 3ème programme d'action. Elles se répartissent de la façon suivante :

- 47476 u/N seront exportées dans des cantons dont la charge en azote organique d'origine animale est inférieure à 140 unités par ha,
- 738 u/N ne seront plus produites au titre des prélèvements de 10 % effectués dans le cadre de la restructuration externe.

ARTICLE 5 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

ARTICLE 6 -

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de HENANSAL pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de HENANSAL pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8 -

Le présent arrêté abroge et remplace les décisions préfectorales susvisées du 9 janvier 1995 et 7 février 2005 (*élevage avicole*), ainsi que la décision susvisée du 6 mars 1995 (*élevage porcin*).

ARTICLE 9 -

Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire, à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 10 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, la Sous-Préfète de DINAN, le Maire de HENANSAL, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, aux maires de HENANBIHEN - SAINT ALBAN - SAINT DENOUAL - LA BOUILLIE - QUINTENIC.

SAINT-BRIEUC, le

10 OCT. 2008

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Jacques MICHELOT